

ADMINISTRATION

3, Rue du Marché-des-Patriarches
PARIS (5°)

Paraissant mensuellement

Tribune du Proletariat Colonial

Abonnement, Un an : 3 francs

Faillite Parlementaire et Colonies

Voici une fin de législature : la faillite des promesses du Bloc national en matière coloniale nous apparaît en pleine lumière. Le bilan est facile à dresser : il se résume en une exploitation capitaliste continuée et aggravée, le fardeau de l'homme noir ou de l'homme jaune devient de plus en plus lourd à porter.

Pendant la guerre, il était de style de célébrer l'héroïsme de ces populations coloniales qui venaient défendre la France du droit et de la civilisation. Noirs et jaunes, recrutés souvent par la force, étaient amenés à fond de cale et jetés à la boucherie. C'était la reprise de la traite; jamais civilisation n'employa de pareils procédés pour un si cruel objet.

Vint la paix. Des promesses d'antan, que resta-t-il? Que firent gouvernement et Parlement pour récompenser ces indigènes, dont, la veille, on célébrait le loyalisme et le sacrifice?

Les Algériens virent le rétablissement du régime de l'indigénat avec toutes ses conséquences : amendes, internement administratif, détention arbitraire. Le droit électoral leur fut refusé; sur eux pesèrent des charges fiscales et personnelles de plus en plus lourdes, et la plus lourde, l'enrôlement militaire sans durée définie et sans égalité de traitement avec les Français. Le ministre de la Guerre faisait sanctionner, cette semaine même, par le Parlement, cette iniquité. Par dessus tout cela, l'arbitraire administratif la haine des colons et la famine que le gouvernement de l'Algérie ne sut ni prévenir ni soulager.

Les Tunisiens demandèrent en vain une Constitution qu'ils avaient avant la conquête française. Le gouvernement protecteur la leur refusa. Il prit une série de mesures économiques qui lèsent gravement les droits de la population : confiscation des terres, interdiction de la liberté d'exportation dans la métropole de l'huile et du vin. En outre, son arbitraire se manifesta dans la dissolution des sections communistes, dans la liberté de la presse supprimée. En revanche, l'Union vit circuler dans ses rues les fascistes triomphants, qui préparent, en Tunisie, une action impérialiste ita-

lienne que nos gouvernants contemplant sans émoi.

L'Indo-Chine connaît les mêmes abus et d'autres encore. L'opium vendu par l'Etat français devient une source de revenus pour le budget; l'alcool, monopolisé par la puissante Société des Distilleries d'Indo-Chine, dont nous parlerons un prochain jour; la spéculation sur les riz. Bien entendu, suppression de toute liberté de la presse, pour éviter l'éveil d'un prolétariat indigène.

A Madagascar, mêmes restrictions de la liberté de la presse. Les indigènes à la merci de l'administration française, internement administratif courant, les affaires de la V. V. S. et Ralamongo ne sont que des épisodes de la lutte douloureuse menée par les indigènes pour leur libération morale.

Partout ailleurs — car ce ne sont que des exemples pris entre des milliers — dans nos jeunes ou dans nos vieilles colonies, l'arbitraire administratif règne en maître; les syndicats professionnels sont traqués; l'administration revient à l'idée du servage : témoin cet abominable décret signé par Maginot et accepté par Sarraut, à son retour de Washington, qui punit de peines de cinq ans de prison les ouvriers français ou indigènes qui abandonnent le travail qui leur a été fixé.

Partout donc, l'impérialisme capitaliste, avec sa dure loi, se manifeste. C'était hier, à la tribune de la Chambre, que le rapporteur de la Commission de l'Armée parlait pour la favoriser de « l'exploitation du capital humain ».

Notre impérialisme n'est pas le seul dans le monde : nous avons flétri l'attitude du capitalisme anglais en Egypte. Nous sommes de cœur avec Gandhi, dont la pensée rayonne par le monde, tandis qu'il est enchaîné au fond d'une prison. Nous protestons contre le martyre de la Corée, qu'opprime l'impérialisme japonais. Notre Parti est pour la libération et l'indépendance des peuples opprimés. L'Internationale Communiste poursuit et réalisera ce but.

André BERTHON,
Député communiste.

Les Impérialismes complices

Des Hindous, dont le seul crime est d'avoir lutté pour l'indépendance de leur pays, ont été traqués par la police de Sa Majesté Britannique. Ils se sont réfugiés dans les parties des Indes appartenant à la France, croyant à l'hospitalité qui faisait la renommée de cette nation. Tout récemment, cependant, les autorités coloniales françaises viennent d'expulser ces réfugiés.

Ce n'est pas la première fois que l'impérialisme français se fait complice des autres impérialismes et commet des infamies de cette sorte. Pendant la guerre, alors que les noirs d'Afrique se faisaient massacrer sur le sol français pour défendre la « Civilisation, l'Humanité, etc., etc. », la France s'entendait, avec l'Italie pour interdire aux Tripolitains, pourchassés par les bandits italiens, de chercher un asile sur le territoire de la Tunisie. Et voici ce qui s'est passé :

Un jour, un millier de Tripolitains, vieillards, hommes, femmes et enfants, poussant devant eux leurs pauvres troupeaux, allaient chercher refuge en Tunisie; à la frontière, ils rencontrèrent les troupes françaises leur barrant le chemin avec des mitrailleuses. Ces malheureux fuyards se trouvaient dans cette alternative : avancer en Tunisie, ils seraient tous massacrés par les balles françaises; reculer vers le Sahara, où ils seraient tous morts de faim et de soif. Entre ces deux morts atroces, ils choisirent une troisième. Ils s'étendirent tous dans le sable et moururent lentement, très lentement, les uns après les autres.

Voici ce qu'a raconté Mme Claire Geniaux, dans le journal « L'Universel » :

« ...Armées de longues-vues, nos officiers suivaient les phases de la lente agonie de ces primitifs, à qui les nations latines étaient venues apporter les bienfaits de la civilisation. Les bébés moururent les premiers au sein de leur mère. Les femmes ne tardèrent pas à succomber. Les vieillards à leur tour, furent réduits à l'état de squelettes, déjà recouverts par le sable.

Et bientôt, les hommes eux-mêmes ne donnaient plus signe de vie. Alors que l'on pensait que tous ces « rebelles » étaient morts, le docteur Natal et le docteur Conseil remarquèrent quelques fillettes qui semblaient encore s'agiter près des cadavres raidis de leurs parents. A la nuit, ils s'en approchèrent et constatèrent, en effet, que le cœur de ces petites créatures charmantes battait très faiblement. Les ayant dissimulés dans leurs voitures d'ambulance, ils furent assez heureux de les ramener à la vie. Touchés par leurs souffrances, leur abandon et leur grâce, ces médecins ont gardé comme servantes ces petites filles. Seules survivantes d'« une tribu d'un millier de Tripolitains ».

On voit donc que, pour complaire à ses complices, l'impérialisme français n'hésite pas à commettre les crimes les plus abominables.

Pour les Soldats Coloniaux

Notre ami André Berthon est intervenu à une récente séance de la Chambre sur l'article 3 qui prévoit que les hommes des territoires coloniaux « seront recrutés d'après les règles spéciales à ces différents pays ». Le député communiste de Paris demandait, par voie d'amendement, que ces soldats fussent « recrutés et maintenus en service suivant les lois et règlements de la métropole sur la base de l'égalité de traitement ».

Le colonel Fabry, non encore ministre à ce moment, comme le ministre de la Guerre s'y opposèrent. « Nos colonies » sont placées sous des régimes différents... l'assimilation réclamée est impossible », déclara le rapporteur.

Libérez au moins les indigènes qui ont fait 18 mois de service, s'écria Berthon.

Impossible. La loi et le souci de la défense nationale me l'interdisent, répliqua le ministre.

Oh ! Liberté. La France capitaliste n'est plus ton pays. Il oubliât d'ajouter : « Et le besoin de me servir des troupes coloniales contre les ouvriers Allemands et Français ! »

Et la Chambre, par 405 voix contre 130, décida qu'un Français de couleur peut être maintenu soldat sans limite.

TÊTES A GIFFLES

Le colonel Fabry, ministre

Personne ne le connaissait. Jamais nul n'avait prononcé son nom. Il était inconnu, et cette gloire lui suffisait. Sa devise était : « Pour vivre heureux, vivons cachés. » Il vivait, et vivait bien, caché ou couché, étant arrivé au terminus d'une vie ignorée.

Un hasard providentiel lui permit, le 16 novembre 1919, de trouver une place au Palais-Bourbon, à la foire aux croûtes de la Chambre des Députés.

Dès ce jour, il se mit à écrire. Il inonda l'Intransigeant d'une prose indigeste à l'usage des colons de Seine-et-Oise, des prospecteurs du désert versaillais et des exploitants des forêts vierges de Sénart. Il intitula ces articles que personne n'a pu lire : La Page coloniale.

Sa devise était encore et toujours : « Pour vivre heureux, vivons cachés. »

Le malheur est, qu'un jour, dans le beuglant du Palais-Bourbon, alors qu'on discutait des colonies, il osa s'écrier (le téméraire) : « Je connais la question ; j'ai commandé des tirailleurs ! »

Il fut applaudi, hué, sifflé, embrassé, étouffé, mordu, et on le baptisa colonel, puis, qu'il avait d'abord été sergent de tirailleurs. On lui donna même trois Légions d'honneur, de peur qu'une ne lui suffise pas.

C'était plus qu'il n'en fallait pour être ministre. De son passé, nul en parla, parce que, comme Attila, où son cheval passait, l'herbe ne repoussait, et les cadavres de nos tirés par lui ne ressuscitaient pas.

Sa face sinistre s'éclaira d'un sourire de béatitude quand il prit (le voleur) le portefeuille de son sinistre prédécesseur Sarraut.

Et maintenant, quand il fera un discours à la Chambre (une fois tous les deux ans, sa devise étant : « Pour être... etc. »), il a décidé de commencer chaque fois par cette phrase mémorable :

« Messieurs, en... en... us à des tirailleurs... » (Fonction d'applaudissements.)

Que fait l'Algérie ?

Que fait l'Algérie dans le beau mouvement étonnant qui secoue l'Islam ? Rien ne nous indique sa volonté libératrice. Une bourgeoisie lâche, corrompue par l'administration française, abandonne à leur sort d'esclaves des millions d'indigènes. Les ouvriers des villes et des champs courbés sous le poids du code infâme de l'indigénat réagissent faiblement parce que sans chefs, sans direction, sans organisation. Cependant l'émancipation des travailleurs musulmans ne pourra venir que d'eux-mêmes. Unis aux ouvriers européens dans le Parti communiste et dans la C. G. T. U. ils doivent marcher vigoureusement vers la conquête de leurs droits politiques et économiques.

Dès à présent une lutte énergique doit être entreprise pour l'égalité des droits politiques, pour la suppression de l'indigénat et pour l'augmentation des salaires. Lutter avec la bourgeoisie si elle le veut, à condition qu'elle rompe ses liens avec l'impérialisme, sans elle et contre elle si elle se montre impuissante. Voilà le chemin à suivre. Dans ce combat nos camarades algériens auront l'appui du prolétariat international.

Le Sultan du Maroc à Paris

Il vient inaugurer la « mosquée parisienne » Moulay Youssef, sultan du Maroc, s'embarquera le 15 avril pour aller à Paris inaugurer la grande Mosquée. Le maréchal Lyautey l'accompagnera. La Garde Noire du Sultan le précédera et embarquera le 5 avril à destination de la France.

Pouah ! Quelle répugnance de voir un sultan marocain lécher les pieds de ses maîtres, d'une façon aussi écœurante.

Les impérialistes français qui veulent s'attirer l'amitié des chefs religieux des colonies, auraient mieux fait, au lieu de construire cette mosquée, de ne pas détruire par centaines, celles du Maroc rebelle.

Notre double numéro

Le « Paria » s'excuse auprès de ses lecteurs s'il paraît ce mois-ci en double numéro.

Jusqu'à ce jour, le journal et l'administration, assurés par des camarades non rétribués, avaient souffert d'un manque de liaison et d'organisation. Cela avait engendré des difficultés de parution régulière, et le journal en souffrait considérablement.

Nous avons réorganisé notre travail et nos services, et, dorénavant, le « Paria » sortira régulièrement au début du mois, évitant ainsi les erreurs de date, l'irrégularité d'envoi et l'ennui du dédoublement.

De plus, l'administration ayant été complètement réorganisée, les abonnés qui ne recevaient pas ou recevaient irrégulièrement le journal, sont priés de nous en aviser immédiatement afin de nous permettre de prendre toutes mesures utiles.

LE PARIA.

Indochine et Pacifique

L'Exploitation intensifiée des Annamites

L'impérialisme est arrivé aujourd'hui à un degré de perfectionnement presque scientifique. Il s'est servi des prolétaires blancs pour conquérir les prolétaires des colonies. Il jette ensuite les prolétaires d'une colonie contre ceux d'une autre. Il s'appuie enfin sur les prolétaires des colonies pour dominer les prolétaires blancs. Les Sénégalais ont eu la triste gloire d'avoir aidé le militarisme français à massacrer leurs frères du Congo, du Soudan, du Dahomey, de Madagascar. Les Algériens ont fait la guerre en Indochine. Les Annamites sont en garnison en Afrique. Et ainsi de suite. Pendant la grande tuerie, plus d'un million de paysans et d'ouvriers coloniaux ont été amenés en Europe pour égorger les paysans et les ouvriers blancs. Tout récemment, on a fait encadrer les soldats français dans la Ruhr par des soldats indigènes, et on a envoyé des tirailleurs coloniaux contre les grévistes allemands. Presque la moitié de l'armée française est composée d'indigènes qui sont au nombre de 300.000 environ.

Outre ces unités militaires, le capitalisme emploie ses colonies pour des exploitations économiques les plus savantes. On a souvent remarqué que la baisse de salaires dans certaines régions en France et dans certains métiers est toujours précédée par une augmentation de main-d'œuvre coloniale. Des indigènes sont employés comme briseurs de grève. Le capitalisme emploie maintenant une colonie comme l'instrument pour en exploiter une autre, c'est le cas de l'Indochine et du Pacifique.

L'Indochine, malgré les tapages mensongers des officiels, est épuisée. Durant 1914-1918, on a arraché presque cent mille Annamites (chiffre officiel : 97.903 hommes) : leurs terres pour les expédier en Europe. Bien que privée de tant de bras producteurs, elle a été obligée d'envoyer, pour la défense de ses oppresseurs, plus de 500.000 tonnes de céréales. Des cen-

taines de millions de francs ont été soutirés par les emprunts de la victoire. Chaque année, l'Annamite sue sang et eau pour payer environ 450.000.000 de francs, somme qui sert presque totalement à engraisser les parasites. Il doit, de plus, prendre à sa charge des énormes dépenses militaires que le ministre des Colonies appelle élégamment « contribution filiale ».

C'est à ce pays pressuré, amaigri, squelettique qu'on va encore extorquer des millions d'argent et des milliers d'hommes (40.000 hommes pour commencer) pour satisfaire les appétits des concessionnaires insatiables et l'ambition personnelle d'une bande de politiciens sans scrupule.

Ce n'est pas assez de démoraliser toute la race annamite avec l'alcool et l'opium. Ce n'est pas assez de prélever chaque année 40.000 « volontaires » pour la gloire du militarisme. Ce n'est pas assez de transformer un peuple de vingt millions d'âmes en une grosse éponge fiscale. On va nous doter encore de l'esclavage.

Ce n'est pas seulement le sort du prolétariat de l'Indochine et du Pacifique, mais c'est aussi celui du prolétariat international qui est menacé par ces agissements impérialistes. Le Japon commande les stations télégraphiques de l'île de Yap. L'Amérique dépense plus de millions de dollars pour améliorer des tourelles à canons des navires de guerre du Pacifique. L'Angleterre va faire de Singapour une base navale. La France trouve nécessaire de fonder un Empire du Pacifique.

Depuis la Conférence de Washington, les rivalités coloniales deviennent de plus en plus aiguës, les folies impérialistes deviennent de plus en plus grandes, des conflits politiques de plus en plus inévitables. Des guerres ont été déclenchées à cause des Indes, de l'Afrique et du Maroc. D'autres guerres pourront éclater à cause du Pacifique, si le prolétariat n'y veille.

NGUEN-AT GUAC.

EN TUNISIE

Une manifestation indigène

Les journaux bourgeois, si prodigues en copie quand il s'agit de monter en épingle l'affirmation loyaliste d'un caïd vénal, n'ont pas soufflé mot des récents événements qui ont marqué, en Tunisie, la suppression arbitraire du journal El Acer el Djedid.

Le jour de l'audience devant consacrer la condamnation du journal poursuivi, la population indigène, pour protester contre l'arbitraire du gouvernement de M. Saint, décida la fermeture de tous les magasins et l'envoi d'une délégation auprès du bey.

Le gouvernement « libéral » de Saint, craignant les conséquences de cette manifestation d'hostilité à l'égard de la colonie française, décida l'interdiction de tout cortège sur la voie publique et, par les moyens de pression que le Code pénal indigène met à sa disposition, obligea les magasins israélites et quelques magasins arabes à ouvrir, malgré la promesse que ceux-ci avaient faite à l'ensemble des autres petits commerçants indigènes.

Malgré cela, la majorité des magasins fermèrent et, le jour de l'audience, une grande affluente se pressait autour de la Driba (tribunal indigène).

Malgré la fragilité de l'accusation, le tribunal a condamné le directeur du journal et deux rédacteurs à des peines d'emprisonnement scandaleuses.

Lyautey demeure

Il reste encore des Marocains à faire tuer. Hélas ! Trois fois hélas, la maladie qui avait empêché le maréchal pacificateur de continuer son discours à la Chambre de Commerce de Casablanca, n'est pas pour durer longtemps.

Le tueur de Marocains va reprendre son poste à l'avant-pointe de la pénétration française (1) au Maroc.

Les actionnaires des grandes firmes marocaines ont encore de beaux jours à passer. Et les Marocains... quelques jours seulement pour trépasser.

LE COIN DES MALGACHES

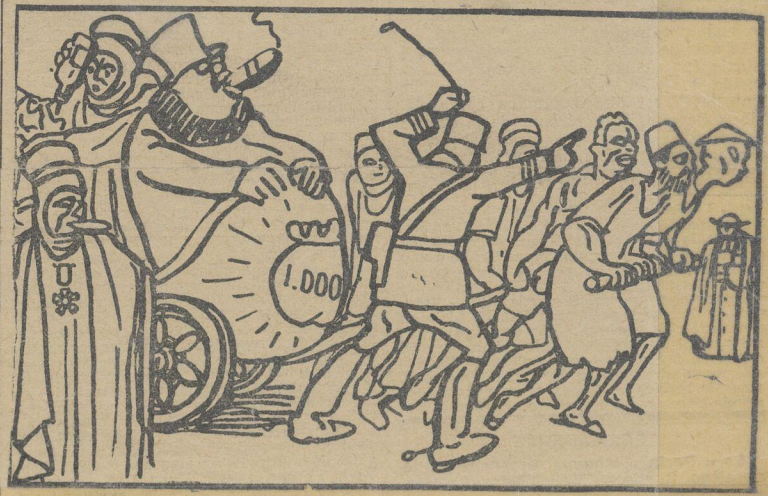
L'intérim du Gouvernement Général

M. Bereni Ange, administrateur en chef de 1^{re} classe des colonies, secrétaire général par intérim du gouvernement général de Madagascar, a été chargé de l'exécution des affaires courantes de ce gouvernement jusqu'à l'arrivée dans la colonie du gouverneur général titulaire.

Les affaires ne se portaient pas plus mal sans lui et les malgaches non plus. Qu'avait-il besoin de prendre la succession intérimaire d'une fonction dont le rôle consistait à favoriser les iniquités et les injustices quand elles profitent aux grands et à punir sévèrement les moindres incartades des pauvres, parias ?

PERMANENCE

« Union Intercoloniale », chaque dimanche matin, de 10 heures à midi, au siège, 3, rue du Marché-des-Patriarches.



IMPERIALISME !

Des Opinions sur Sarraut

Dans la lettre qu'il a adressée à M. Herriot au lendemain de son exclusion du parti radical-socialiste, M. Sarraut, illustre ministre des Colonies, n'a pas oublié de se délivrer gratuitement un diplôme pour sa conduite aux colonies et pour son action en faveur de son « glorieux pays ».

« A beau mentir qui vient de loin », dit un vieux proverbe. Pourtant, l'Indochine n'est pas si éloignée de la France pour que nous puissions être privés des échos et rumeurs de ce pays.

Or, un lecteur qui nous écrit nous rappelle les incidents qui présidèrent au départ de Sarraut pour la France et nous communique une lettre d'un M. Arduser, délégué de la Chambre de commerce de Saigon, au président du Conseil colonial, lettre qui fut, à l'époque, publiée par la presse indochinoise.

Le président du Conseil colonial demandait à M. Arduser de participer au champagne d'adieu en l'honneur du départ de notre incapable ministre des Colonies. Le délégué lui répondit en ces termes :

« Vous me demandez mon adhésion de principe à cette manifestation et me priez de vous déléguer les pouvoirs de l'assemblée ».

« Vous ne pouvez ignorer, mon cher collègue, que déjà, hier, le conseil municipal a refusé la salle des fêtes de la mairie de Saigon pour le champagne d'honneur qu'on désirait offrir à M. Sarraut ».

« La rumeur publique nous apprend même qu'un conseiller, M. Henry, a ainsi motivé le refus : « Craignant que la mise à la disposition du Comité de la salle des fêtes ne soit interprétée comme une tacite adhésion du conseil municipal à la politique indigène néfaste du gouverneur général ».

Cette motion fut votée par la majorité du conseil municipal.

« Il est inadmissible que, chargés des intérêts de l'Indochine, les corps élus de la colonie, par servilisme et pour obéir aux suggestions du gouvernement, se mettent à la tête d'une manifestation que le député Albert Sarraut ne manquera pas de présenter au Parlement comme l'écclatante approbation de sa gestion et de sa politique indigène ».

Et la lettre continue longuement à vanter d'une orbe de façon le radicalisme expulsé Sarraut.

Nous savions déjà quel tortionnaire il était et avait été. Nous ignorions en quelle estime le tenaient les fonctionnaires et les indigènes de l'Indochine, et nous comprenons que le parti radical, pourtant si électique, n'ait plus voulu s'embarrasser d'un colist aussi gênant. A la sarr, les ballots ! A la porte, Albert Sarraut !

LE BLUFF DE SARRAUT

Le Parti radical, par 135 voix, a prononcé l'exclusion de M. Albert Sarraut. Ce fait divers ne nous aurait intéressé que médiocrement s'il n'avait fourni à l'extrême des Colonies, une occasion de plus de bluff.

Et, en effet, dès qu'il apprit le vote de son Parti, son Excellence écrivit une lettre à M. Herriot, président de la Commission Exécutive du Parti radical.

Cette lettre circula, fait du bruit et vous dit que, lui, Albert Sarraut, « il a fait au premier pays dans des terres lointaines, que depuis douze ans, il a beaucoup, beaucoup travaillé pour le bien de la Patrie, l'honneur de la République et la gloire de la France ».

Une autre lettre adressée à ses subalternes par M. Sarraut, alors gouverneur général de l'Indochine :

« Monsieur le Résident,

« Conformément aux instructions de M. le directeur général de la Régie, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir seconder les efforts de mon service dans l'établissement de nouveaux débits d'opium et d'alcool ».

« A cet effet, je me permets de vous adresser une liste des débits qu'il y aurait lieu d'installer dans les divers villages mentionnés, dont la plupart sont totalement privés d'alcool et d'opium ».

« Par l'intermédiaire des gouverneurs cambodgiens et messocks, votre influence prépondérante pourrait heureusement faire valoir, à certains petits marchands indigènes, les avantages qu'ils auraient à se livrer à un négoce supplémentaire ».

« De notre côté, les agents du service actif, dans les tournées, chercheront à installer des débits, à moins que vous préférerez, Monsieur le Résident, qu'ils attendent que vous ayez d'abord agi auprès des autorités pour qu'elles secondent votre action, auquel cas, je vous prie de vouloir bien m'en informer ».

« Ce n'est que par une entente complète et constante entre votre administration et la nôtre, que nous obtiendrons le meilleur résultat pour le plus grand bien du trésor ».

« Signé : Albert SARRAUT. »

Et vous voyez que M. Sarraut avait raison tout à l'heure. Il a fait beaucoup de bien à la Patrie, puisqu'il a fait beaucoup de mal aux indigènes.

Au nom de mes congénères, suffisamment intoxiqués par ses soins discrets, je demande donc au Parti radical d'annuler l'injuste décret d'excommunication contre M. Albert Sarraut, et je réclame de la France généreuse (1), une statue pour le grand empoisonneur des indigènes ».

Ng. the Truyn.

(1) « La France généreuse » : c'est le fameux bobard de l'infamie éclipse coloniale ! Dernièrement, à la Chambre, un niais député ou de ministre (je ne me rappelle pas bien) a voulu reprocher à M. Sarraut : « Généreuse en alcool et en opium », riposta Berthoin.

Entendons-nous bien. Si par le mot : « France » on désigne le prolétariat français, on peut parler de générosité, car en France comme partout ailleurs, le peuple a bon cœur et, quand on fait appel à ses sentiments d'humanité, on n'est jamais en vain. Mais lorsque de mauvais bergers trafiquent du cœur même du peuple français, les démasquer, c'est un devoir.

PERMANENCE

Le « Paria », chaque dimanche matin, au siège, 3, rue du Marché-des-Patriarches (5^e).

PAS DE DÉPUTÉS COLONIAUX

Il y a, en Algérie, 800.000 Français, 815.000 Européens et 5 millions d'Arabes. Les trois départements algériens ont chacun seulement deux députés.

Le Sénat avait décidé d'appliquer la loi électorale à l'Algérie : Alger et Oran eussent eu chacun trois députés, et Constantine deux.

A la séance de la Chambre qui discutait de cette représentation, M. Roux-Fresnel, député algérien, a défendu avec une fougue comique le texte du Sénat.

Pourquoi les Français de l'Algérie, s'est-il écrié, auraient-ils des droits politiques inférieurs à ceux de leurs concitoyens de la métropole ?

« Et les indigènes ? interrompit Berthoin ».

« Demandez que les indigènes soient représentés, ajouta Cachin, et nous augmenterons le nombre des députés de l'Algérie ».

Ainsi s'amorçait de biais un débat sur une question considérable à laquelle la Chambre a évité de donner une solution.

Si vous modifiez, a déclaré M. Edouard Soulier, le statut électoral de l'Algérie, vous posez la question de la représentation indigène. Les indigènes du Sénégal et de l'Inde française ont des droits politiques. Pourquoi les refuser à ceux de l'Afrique du Nord ?

Voilà qui n'était pas mal raisonné, mais M. Soulier conclut qu'il fallait présentement écarter la question.

Intervention communiste

Notre ami André Berthoin situa ensuite très bien la question en constatant que les Dominions anglais ont une représentation particulière à la Société des Nations, alors que les indigènes des colonies françaises n'ont même pas de représentants au Parlement. Et il ajouta :

« Le fond du problème, c'est que la population des 600.000 Français d'Algérie n'augmente seulement que de 3.000 chaque année, alors que les 5 millions d'indigènes s'accroissent de 60.000 individus. Et les colons craignent d'être débordés par les premiers habitants. « C'est pourquoi les colons tiennent

au régime de l'indigénat, si boudé pour les Arabes ».

Moutet. — Le ministre de la Guerre est allé jusqu'à demander que le service militaire des indigènes fût fixé par décret.

Berthoin. — Oui, « le fardeau de l'homme noir » est lourd.

M. Tapponnier. — La France est généreuse partout. J'ai commandé des noirs, moi ! (Tu parles !)

Berthoin. — Généreuse en alcool et en opium.

Pour l'indépendance de tous les peuples

Mais voici M. Thomson, député de Constantine, à la tribune. Pour lui, c'est la colonisation qui a sauvé les Arabes (qu'il dit). Sans elle, on les eût vu périr. Mais il faut craindre pour demain : l'agitation se développe parmi les indigènes ; les communistes la soutiennent. Et le brave homme lit une très honorable citation de l'« Humanité » où le sabotage de l'anniversaire de la conquête de l'Algérie est préconisé. C'est l'occasion pour Cachin de déclarer :

« Nous sommes pour l'indépendance de tous les peuples et pour celle du peuple arabe comme les autres. D'ailleurs, s'il y a des violences, elles viennent bien plus des colons que des Arabes ».

On entendit ensuite divers députés noirs : M. Boisenut, M. Diagne, M. Candace, M. Lagrosillière.

M. Diagne, comme le ministre des Colonies, se prononce en principe pour la représentation coloniale, mais il demande la disjonction de la question. Au contraire, MM. Candace et Lagrosillière réclament l'application immédiate de la loi électorale aux colonies.

La Chambre, par 400 voix contre 170, repousse le texte du Sénat et maintient le régime électoral actuel en Algérie (deux députés par département). Tous les amendements préconisant la représentation indigène sont artificieusement exclus du vote.

Les indigènes n'auront donc pas de représentants à la Chambre. Ils en demanderont raison à leurs députés et sauront se souvenir que, seuls, les communistes les ont défendus.

L'IMPÉRIALISME ET L'ISLAM

La construction d'une mosquée à Paris serait par elle-même un événement sans importance, si elle ne marquait le début d'une politique coloniale, de l'impérialisme français à l'égard des peuples musulmans qu'il domine.

Pour le prolétaire musulman, le chrétien est l'ennemi héréditaire, le conquérant qui, depuis des siècles, le tient sous sa botte et le réduit à la plus misérable servitude. Pour son simple, le problème se ramène à une haine sacrée de deux religions ennemies : le christianisme vainqueur, subjuguant l'islam qui attend sa revanche d'une régénération du monde islamique et qui abattra par la force le christianisme tyrannique. Et avec une logique superficielle, il trouve la pleine confirmation de son opinion dans l'extérieur de la réalité. Pour lui, le christianisme est représenté par une Angleterre formidable, opprimant 80 millions d'Indiens musulmans, 14 millions d'Égyptiens et de palestiniens, en outre, son empire d'Égypte, en Mésopotamie, par une Hollande musulmane exploitant 40 millions de Musulmans malais ; par une France dominant 30 millions d'Arabes berbères nord-africains, de Sénégalais, de Syriens ; par l'Amérique capitaliste étendant son pouvoir au delà du Pacifique sur les Musulmans des îles Philippines.

Chez lui, instinctivement et naturellement naît un sentiment de fraternité qui unit le Musulman de Meknès à celui de Manille. Il suit de près l'évolution de ses frères, prêts à s'émanciper du joug du conquérant européen ; il se réjouit dès qu'un peuple islamique remporte un succès dans un mouvement de libération ; il tombe dans la consternation dès qu'une nation musulmane essuie une défaite ou un échec. Tenu dans le cercle restreint de l'obscurantisme que lui impose le colonialisme, il ne comprend pas l'essence de cette domination ; il ne voit que cette croix écumoyenne, unint la misère et le despotisme dans toutes les contrées où elle s'implante ; il ne voit que cette religion chrétienne renouvelant sans cesse ses croisades : les unes au nom du Christ, les autres, plus modernes, sous prétexte de civilisation. Il ne distingue pas, sous le masque du christianisme, la face canaille, hideuse du capitalisme ; car cet islam pourchassé, opprimé, n'est en réalité qu'une immense classe prolétarienne peuplée des colonies dominées par l'impérialisme européen. Cette domination du christianisme sur l'islam ne fut que la victoire de l'Europe puisamment organisée, de son mercantilisme développé, puis du capitalisme s'installant sur les ruines d'une civilisation islamique qui avait connu son apogée et se trouvait sur son déclin.

Si cette civilisation n'avait pu renaitre sous l'écroulement de l'impérialisme européen, la flamme de haine qui unissait les masses islamiques n'aurait pu s'éteindre et la puissance idéologique, qui reconnaît la puissance idéologique de la religion, ne s'est jamais lassée de servir comme moyen de division et de règne. Jusqu'aujourd'hui, l'Angleterre et l'Amérique impérialistes empoisonnent les cerveaux de leurs classes ouvrières par une propagande anti-musulmane. Par la presse, la littérature, le cinéma, le théâtre, on fait revivre toutes les orgues des haines tures, comme si la bourgeoisie européenne était d'une chasteté exemplaire, et comme si le prolétaire musulman turc, qui difficilement pouvait nourrir une femme, devait être coupable de la débauche de sa bourgeoisie.

Lord Gladstone donna le branle pour la campagne anti-turque sur le massacre des Arméniens par les Musulmans, et cette Arménie, dont l'Angleterre visait la colonisation et sur laquelle elle versait tant de pleurs, fut complètement oubliée comme si elle avait disparu du globe, dès qu'elle adopta un gouvernement soviétique. Les ordres que donnait la presse américaine sur l'islam, elles cessèrent de servir. Jusqu'aujourd'hui, l'Angleterre et l'Amérique impérialistes empoisonnent les cerveaux de leurs classes ouvrières par une propagande anti-musulmane. Par la presse, la littérature, le cinéma, le théâtre, on fait revivre toutes les orgues des haines tures, comme si la bourgeoisie européenne était d'une chasteté exemplaire, et comme si le prolétaire musulman turc, qui difficilement pouvait nourrir une femme, devait être coupable de la débauche de sa bourgeoisie.

Lord Gladstone donna le branle pour la campagne anti-turque sur le massacre des Arméniens par les Musulmans, et cette Arménie, dont l'Angleterre visait la colonisation et sur laquelle elle versait tant de pleurs, fut complètement oubliée comme si elle avait disparu du globe, dès qu'elle adopta un gouvernement soviétique. Les ordres que donnait la presse américaine sur l'islam, elles cessèrent de servir. Jusqu'aujourd'hui, l'Angleterre et l'Amérique impérialistes empoisonnent les cerveaux de leurs classes ouvrières par une propagande anti-musulmane. Par la presse, la littérature, le cinéma, le théâtre, on fait revivre toutes les orgues des haines tures, comme si la bourgeoisie européenne était d'une chasteté exemplaire, et comme si le prolétaire musulman turc, qui difficilement pouvait nourrir une femme, devait être coupable de la débauche de sa bourgeoisie.

Lord Gladstone donna le branle pour la campagne anti-turque sur le massacre des Arméniens par les Musulmans, et cette Arménie, dont l'Angleterre visait la colonisation et sur laquelle elle versait tant de pleurs, fut complètement oubliée comme si elle avait disparu du globe, dès qu'elle adopta un gouvernement soviétique. Les ordres que donnait la presse américaine sur l'islam, elles cessèrent de servir. Jusqu'aujourd'hui, l'Angleterre et l'Amérique impérialistes empoisonnent les cerveaux de leurs classes ouvrières par une propagande anti-musulmane. Par la presse, la littérature, le cinéma, le théâtre, on fait revivre toutes les orgues des haines tures, comme si la bourgeoisie européenne était d'une chasteté exemplaire, et comme si le prolétaire musulman turc, qui difficilement pouvait nourrir une femme, devait être coupable de la débauche de sa bourgeoisie.

Lord Gladstone donna le branle pour la campagne anti-turque sur le massacre des Arméniens par les Musulmans, et cette Arménie, dont l'Angleterre visait la colonisation et sur laquelle elle versait tant de pleurs, fut complètement oubliée comme si elle avait disparu du globe, dès qu'elle adopta un gouvernement soviétique. Les ordres que donnait la presse américaine sur l'islam, elles cessèrent de servir. Jusqu'aujourd'hui, l'Angleterre et l'Amérique impérialistes empoisonnent les cerveaux de leurs classes ouvrières par une propagande anti-musulmane. Par la presse, la littérature, le cinéma, le théâtre, on fait revivre toutes les orgues des haines tures, comme si la bourgeoisie européenne était d'une chasteté exemplaire, et comme si le prolétaire musulman turc, qui difficilement pouvait nourrir une femme, devait être coupable de la débauche de sa bourgeoisie.

Les Faits divers Coloniaux

Du sabre au goupillon

D'une note officielle :

Par décret du 12 mars, les tarifs concernant le personnel du service des cultes annexés aux régiments généraux sur la solde et les accessoires du personnel colonial, sont abrogés. Dans les colonies où le régime de la séparation des Églises et de l'État n'est pas encore en vigueur, les émoluments des ministres du culte tenant leur investiture d'une décision ministérielle sont déterminés par arrêté des chefs de ces possessions.

L'alliance du sabre et du goupillon pourra peut-être faire croire aux indigènes des colonies que la France est le meilleur pays du monde.

Oui, mais il y a les colons ! les gouverneurs, les juges, les généraux, etc... pour prouver le contraire.

Et les ouvriers français, frères des ouvriers arabes, subissent, hélas ! la même exploitation.

A quand la libération définitive ?

Entre loups

On mande d'Alger que la conférence de Rabat réunissant le Gouverneur général de l'Algérie et les Résidents généraux en Tunisie et au Maroc, aura lieu le 7 avril.

M. Steeg quittera Alger pour Rabat le 3 avril.

De quoi les trois mauvais augures de l'Afrique du Nord pourraient discuter ? Sinon de la façon de mieux pressurer le meunier et de mieux protéger les colons voleurs ?

Un de moins

Le général Nivelle, de sinistre mémoire, vient de mourir.

Après avoir fait tuer sans raison des milliers et des milliers de soldats français, il vint aux colonies, avec l'intention de faire « parler de lui » et de montrer aux Arabes qu'un général français sait se « faire respecter ». Scrogneugne.

On ne lui laissa pas le temps de prouver sur les indigènes les brillantes capacités homicides dont avaient souffert tant de soldats français.

Il vient de mourir. Un de moins, disons-nous. Et à qui le tour ?

Où sont les sauvages ?

A la ferme Riquel, dans la banlieue de Tazmalt, un berger indigène vient d'être, sans raison, brutalement abattu par deux balles tirées sur lui en plein jour par son patron, l'assassin, faut-il l'ajouter, en liberté provisoire. Comme sous la Troisième République, il n'y a que le provisoire qui dure, l'assassin pourra demain recommencer son forfait avec la même certitude de l'impunité.

Bonites de la colonisation ! Et dire qu'avant l'entrée des Français en Algérie, les indigènes étaient des barbares ?

Les Syndicats à Tunis

A la grande fureur du gouvernement et de Sîna Cheikh el Medjahid, les fabricants de échias de 30 centimètres, au nombre de 309 environ.

Dimanche 16 mars, meeting contre la vie chère organisé à la Bourse du Travail par le comité de l'Union des Syndicats et de la Fédération des fonctionnaires. Succès complet. Quand la Tunisie Française déclare que l'on peut estimer à 2.500 le nombre des auditeurs sans compter les personnes restées dehors faute de place, on peut dire que ce chiffre n'est pas exagéré.

Les raisons économiques et politiques internationales qui amènent la cherté de la vie furent passées en revue de façon magistrale. Nos marabouts ne furent pas égarés et l'on peut dire que ce premier meeting contre la vie chère a parfaitement réussi.

Chez les Barbares du Maroc

Rabat, 24 mars (officiel). — Il n'y a aucun événement important à noter au nord de l'Atlas. Les soumissions isolées continuent à se produire lentement mais régulièrement. Elles se chiffrent pour la semaine à environ quatre-vingt tentes, dont une trentaine pour le territoire du Tadla.

Au sud-est de l'Atlas, la situation a été légèrement troublée par suite de la venue au Tadgha, du Marabout dissident Sidi-Idouane Oulegna.

Les Gacou ont pris dans ce district, qui dépend de leur zone d'influence, les mesures qu'ils s'imposent.

La maladié diplomatique de Lyautey n'a intensifié en rien la pénétration pacifique (1) des civilisés chez les sauvages. « Les mesures qu'ils s'imposent » ont été prises. Elles ont consisté en coups de canon et de fusils. Vraiment, les barbares marocains ne savent pas goûter les plaisirs de la civilisation européenne.

Comme larrons en foire

A Fes, le maréchal Lyautey a reçu de nombreuses notabilités musulmanes, ainsi que le grand rabbin et les membres de la communauté israélite.

Le maréchal a remis la croix d'officier de la Légion d'honneur à Si Loyal el Kokri, fils du grand vizir, et celle de chevalier à Khalifa pacha.

Le maréchal Lyautey rentrera à Paris au mois d'avril pour poser la première pierre de la mosquée musulmane.

Et pendant que les avions français bombardent les douars des rebelles en révolte contre l'envahisseur, le grand vizir et les grands chefs marocains lèchent les mains de ceux qui font leur frappe. Canailles. Les chiens, qu'ils soient français ou marocains, restent méprisables quand ils ne savent pas mordre ceux qui les frappent.

Note de l'Administration

Les abonnés ont reçu la circulaire les priant de nous envoyer d'urgence, par mandat-carte, le montant de leur réabonnement. Prière de verser au compte postal n° 92-22 de Paris.

Le « Paria » est en vente, à Paris, au kiosque de journaux situé sur le boulevard Saint-Michel, à côté du Musée de Cluny.

Le « Paria » est envoyé régulièrement à tous ses abonnés ; prière à celui qui ne le recevrait pas d'aviser aussitôt.

Les Larbins du Colonialisme

Un autre personnage, M. Emile Laffon

L'humanité, pour avoir divulgué l'abominable vénalité de la presse française, s'est vue poursuivie par le *Matin*, le journal le plus menteur et le plus corrompu du monde. A cette audience de la correctionnelle, ce fut plutôt le *Matin* qui ouïe.

Un témoin de marque vint confondre les mensongères négations de cette ignoble feuille et son directeur, M. Bunau-Varilla.

M. Kokovtzev, ancien président du Conseil des ministres de Russie, témoigna sur l'authenticité des documents écrits par M. Raffalovitch. Malgré toute sa réserve d'émigré russe et sa haine pour le bolchevisme, il dit que M. Bunau n'était pas facile d'acheter (c'est-à-dire qu'il fallait y mettre le prix). Et, à la barre, nous voyons comme principal témoin du triste état, un de ses agents, M. Emile Laffon, venir certifier sur l'honnêteté de son patron, Quel cynisme ! Voyons un peu quelle est la valeur de ce témoin qui, sans vergogne, vient absoudre son maître des agissements de flibustier dont on l'accable.

Référons-nous aux écrits de M. Raffalovitch, dont M. Kokovtzev lui-même affirme la véracité.

Dans une lettre non datée, mais enregistrée à la chancellerie le 8-21 mars, l'agent du ministère russe donne des renseignements sur M. Laffon :

Le sieur Laffon, qui a eu l'honneur d'être reçu par Votre Excellence et le ministre de l'Intérieur est, en effet, le fils d'un ancien agent de publicité de la maison Rothschild, dont il était le commis. Un commis ne peut être d'une confiance limitée, en général. L'ancien, après avoir été fonctionnaire des colonies, gouverneur de la Guyane, du Comptoir National d'Escompte, dont il soigne les affaires de publicité, au moment des émissions et pour empêcher les attaques de la presse. Il est protégé par des députés comme Doumer, Etienne, qui s'occupent d'affaires coloniales, et c'est ainsi qu'il aura pu avoir des lettres de Delcort et d'eux-mêmes pour M. Bompard.

Puis, dans un télégramme :

Paris, 25-26 mars 1904.

Laffon, simple agent publicitaire qui soigne les affaires Comptoir National d'Escompte et Rothschild frères, sans influence supérieure à celle d'un intermédiaire Lenoir, que nous engageons sur recommandation ministérielle des Finances françaises, de commun accord avec l'ambassade de Russie à Paris. Je considère il est inutile de traiter avec lui.

Et le 15 mars, dans une autre lettre :

« Les renseignements complémentaires sur la famille Laffon ne sont pas bons. L'affaire d'un employé de ce nom chez les Rothschild, ceux-ci avaient en lui une confiance limitée et ils n'ont pas été fâchés d'en être débarrassés par sa mort. Les fils n'ont pas bonne réputation. L'un a été chassé du Comptoir National d'Escompte, à Nice, pour avoir dilapidé 60.000 francs, que le père a remboursés avant de mourir. L'autre, Emile, qui est à Saint-Petersbourg, n'a pu influer sur la presse, excepté sur les journaux radicaux, y compris la « Lanterne ». M. Laffon a dû recevoir des renseignements analogues.

Et dans sa correspondance secrète, M. Raffalovitch écrit au directeur de la Chancellerie, à Saint-Petersbourg :

Paris, le 15 mars 1904.

Mon cher collègue,

Je vous confirme mes deux télégrammes. Laffon est bien le fils d'un ancien commis des Rothschild, qui s'occupait chez eux de publicité, ainsi que pour le Comptoir d'Escompte. Le fils a été gouverneur de la Guyane, puis à Doumer. Il est employé du Comptoir National d'Escompte, où il s'occupe de la presse. Il protège les journaux radicaux, comme la « Lanterne », mais il n'a pas grande influence, quoi qu'il dise. Il en aura, si on lui donne 1 million par an ou deux, sur lesquels il gardera pour lui 30 à 25 %. Il est superflu d'entrer dans ces ordres d'idées. La formule que nous avons prise en février dernier de marcher avec les grandes banques d'aujourd'hui, les ministères français des Finances, en utilisant les services de Lenoir, qui est l'agent du Trésor de la Banque de Paris, du Crédit Lyonnais, me paraît suffire amplement.

Il n'y a d'ailleurs rien de disponible sur les 200.000 francs qui ont été intégralement versés à la Banque de Paris, ou ils ont contribué au fonds communs pour nos amis.

Je serais d'avis de recevoir, poliment mais d'indépendance tous les journaux et intermédiaires français qui veulent soutirer de l'argent au gouvernement russe. C'est ce que j'écris à M. le général du ministère des Finances.

Votre très dévoué,

A. Raffalovitch.

Ces références sont assez édifiantes sur la moralité de M. Laffon, ancien gouverneur de la Guyane, sans qu'il ne soit nécessaire de les faire suivre de commentaires. Nos frères exploités des colonies verront, par ce spécimen choqué, dans quel monde à l'aventures un gouvernement impérialiste recrute ses fonctionnaires coloniaux. Après Berenger, le maître chanteur notoire et sénateur de la Guadeloupe, voici un gouverneur de la Guyane, d'une telle corruption que M. Raffalovitch, si généreux de distribuer l'argent russe pour l'achat des consciences « des journaux français ne put s'empêcher de se révolter contre les appels de ce Laffon qui veut soutirer deux millions au gouvernement russe, pour frustrer de leur petite épargne ses propres nationaux.

Décidément, le colonialisme a des serviteurs qui lui font honneur !

ALI SABA.

Des Munitions pour le « Paria »

L'appel fait dans notre dernier numéro a trouvé un écho favorable chez nos amis. Deux cents francs nous sont parvenus ce mois, prouvant péremptoirement la volonté de nos lecteurs de ne pas laisser mourir, faute d'argent, un journal qui a décidé de se faire, sans crainte, l'interprète des souffrances et des besoins des peuples opprimés des colonies.

Et ceci n'est qu'un début. Nous envisageons la possibilité de faire paraître bi-mensuellement le Paria. Il ne tient qu'à un lecteur ami de nous permettre cette réalisation.

COLONIAUX !

« LE PARIA » EST VOTRE JOURNAL. LISEZ-LE ET FAITES-LE LIRE.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : Léopold MESNARD.

Imprimerie Française (Maison J. Dangou)
123, rue Montmartre, Paris (2^e)
Georges DANGON, Imprimeur.